

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2006-2007

7 FÉVRIER 2007

**Projet de loi relatif à la découverte
et à la protection d'épaves***Procédure d'évocation***RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES
PAR
MME ANSEEUW

I. INTRODUCTION

Le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport
relève de la procédure bicamérale facultative et a été

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2006-2007

7 FEBRUARI 2007

**Wetsontwerp betreffende de vondst en de
bescherming van wrakken***Evocatieprocedure***VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN VOOR
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW ANSEEUW

I. INLEIDING

Dit optioneel bicameraal wetsontwerp werd in de
Kamer van volksvertegenwoordigers oorspronkelijk

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : Luc Willems.**Membres / Leden :**

SP.A-SPIRIT	Mimount Bousakla, Bart Martens, André Van Nieuwkerke.
VLD	Stéphanie Anseeuw, Margriet Hermans, Luc Willems.
PS	Pierre Galand, Joëlle Kapompolé, Olga Zrihen.
MR	Jihane Annane, Berni Collas, Marie-Hélène Crombé-Berton.
CD&V	Etienne Schouppe, Jan Steverlynck.
Vlaams Belang	Frank Creyelman, Anke Van dermeersch.
CDH	Christian Brotcorne.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Jacinta De Roeck, Christel Geerts, Flor Koninckx, Myriam Vanlerberghe.
Nele Lijnen, Stefaan Noreilde, Patrik Vankrunkelsven, Paul Wille.
Sfia Bouarfa, Jean Cornil, Jean-François Istasse, Philippe Mahoux.
Jacques Brotchi, Alain Destexhe, Nathalie de T' Serclaes, François Roelants du Vivier.
Wouter Beke, Mia De Schamphelaere, Hugo Vandenberghe.
Yves Buysse, Nele Jansegers, Wim Verreycken.
Francis Delpérée, Clotilde Nyssens.

*Voir :***Documents du Sénat :****3-2037 - 2006/2007 :**

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.
N° 2 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****3-2037 - 2006/2007 :**

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.
Nr. 2 : Amendementen.

déposé initialement à la Chambre des représentants par le gouvernement (doc. Chambre, n° 51-2749/1).

Il a été adopté à l'unanimité par la Chambre des représentants le 25 janvier 2007 et transmis le lendemain au Sénat, qui l'a évoqué le 31 janvier 2007.

La commission l'a examiné au cours de sa réunion du 7 février 2007.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA MOBILITÉ

Le projet de loi à l'examen vise, d'une part, à régler la question de la propriété des épaves et débris d'épaves mis au jour et, d'autre part, à créer une base juridique pour la protection des épaves présentant une valeur historique et archéologique.

Si la question de la propriété des épaves et débris d'épaves était régie jusqu'à présent par l'Édit de Charles V de 1547 relatif aux épaves, il subsistait en revanche une lacune au niveau de la protection des épaves et il n'était pas possible de protéger des épaves pour des motifs purement historiques ou archéologiques. La seule protection possible était celle basée sur des raisons écologiques.

Par ailleurs, le projet de loi en discussion règle aussi plus en détail la position de l'auteur de la découverte et, partant, toute la problématique de la propriété. Jusqu'à aujourd'hui, il fallait pour cela s'en remettre à l'Édit relatif aux épaves, qui est obsolète sur bien des points. Le projet à l'examen harmonise l'ensemble des aspects afférents à la propriété des épaves en Mer du Nord.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Hugo Vandenberghe fait remarquer que les dispositions en projet sont un exemple d'imbrication de divers problèmes juridiques et qu'il y reviendra plus en détail lors du dépôt des amendements. Par ailleurs, au vu du contenu du texte, il se demande pourquoi celui-ci a été examiné par la Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la société à la Chambre des représentants et par la Commission des Finances et des Affaires économiques au Sénat. En effet, il estime que c'est la commission de la Justice qui serait en fait la plus indiquée pour examiner le projet.

M. Willems cite les questions soulevées par le service d'évaluation de la législation à propos de l'article 15 proposé et demande au ministre s'il pourrait fournir davantage d'explications à cet égard: «L'article 15 permet à l'État de disposer des épaves et débris

ingediend door de regering (stuk Kamer, nr. 51-2749/1).

Het werd op 25 januari 2007 eenparig aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers. Het werd op 26 januari 2007 overgezonden aan de Senaat en op 31 januari 2007 geëvoceerd.

De commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 7 februari 2007.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN MOBILITEIT

Het voorliggende wetsontwerp betracht enerzijds het eigendomsrecht rond de vondst van wrakken en wrakstukken te regelen en anderzijds de bescherming van historische en archeologische waardevolle wrakken.

Alhoewel de eigendom voordien geregeld was door het wrakkenedict van 1547 van Karel V, was er een lacune aangaande de bescherming van wrakken aangezien deze niet mogelijk was omwille van puurhistorische of archeologische beweegredenen, wrakken te beschermen. Er kon enkel via de omweg van de ecologische redenen tot een dergelijke bescherming worden overgegaan.

Daarnaast wordt via het wetsontwerp ook de positie van de vinder en eigenlijk de ganse eigendomsproblematiek nauwkeuriger geregeld. Terwijl dit voorheen gebeurde door het reeds op vele punten achterhaalde wrakkenedict, worden momenteel alle eigendomsfacetten verbonden aan wrakken in de Noordzee op elkaar afgestemd.

III. ALGEMENE BESPREKING

De heer Hugo Vandenberghe merkt op dat voorliggende bepalingen een voorbeeld vormen van een combinatie van een aantal juridische problemen en dat hij hier meer in detail op ingaat bij de voorstelling van de amendementen. Verder vraagt hij zich af waarom de tekst, gezien de inhoud, in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd besproken in de Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing en hier in de Senaat in de Commissie voor de Economische Aangelegenheden en de Financiën. Immers, eigenlijk is de commissie voor de Justitie de meest aangewezen commissie.

De heer Willems citeert de vragen van de Dienst Wetsevaluatie met betrekking tot het voorliggende artikel 15 en hij vraagt of de minister hier enige uitleg kan bij verschaffen. «Artikel 15 laat de Staat toe om te beschikken over wrakken en wrakstukken voor het

d'épaves avant l'échéance du délai d'un an. Le produit de la vente éventuelle est versé à la Caisse des Dépôts et Consignations, moyennant déduction des frais encourus. Toutefois, l'article ne dispose pas que l'auteur de la découverte (ou du renflouage) est indemnisé pour les coûts supportés. Est-ce voulu? L'article 15 laisse à l'État la possibilité d'ignorer à tout moment les règles fixées à l'article 11. En principe, l'article 15 permet à l'État de laisser aux auteurs de la découverte le soin de conserver les épaves et débris d'épaves durant 10 ou 11 mois, puis d'invoquer lui-même l'article 15 et de vendre les épaves ou débris d'épaves en question. L'État bénéficie ainsi d'un double avantage: il conserve toujours le produit de la vente des épaves ou débris d'épaves et il ne doit pas payer d'indemnité à l'auteur de la découverte. Il lui suffit d'alléguer que les épaves ou débris d'épaves sont sujets à une altération rapide, que les frais de conservation ne sont pas proportionnels à leur valeur ou que les épaves ou débris d'épaves constituent une menace pour l'hygiène, la santé ou la sécurité publiques.

Le ministre déclare que, si l'on a prévu d'octroyer une indemnité à l'auteur de la découverte, c'est uniquement pour davantage l'inciter à signaler les épaves et débris d'épaves qu'il a mis au jour. L'indemnité visée au § 2 doit donc être considérée non pas comme une indemnité de défraiement, mais plutôt comme une rétribution/récompense. Il va sans dire qu'un tel incitant est inutile si les objets découverts sont dénués de valeur.

De cette manière, on incite fortement l'auteur de la découverte à laisser les débris d'épaves dénués de valeur au fond de la mer. On évite ainsi tous frais inutiles et ce, aussi bien pour l'auteur de la découverte que pour l'État.

Ensuite, concernant la deuxième question, le ministre précise que l'État ne peut pas décider de manière discrétionnaire. Il ne peut invoquer l'article 15 que lorsqu'il s'agit d'objets sujets à une altération rapide ou dont les frais de conservation ne sont pas proportionnels à leur valeur ou constituent une menace pour l'hygiène, la santé ou la sécurité publiques. En outre, l'article 15 est nécessaire pour des considérations liées au principe du raisonnable et à la sécurité.

M. Willems aborde ensuite la question posée par le service d'évaluation de la législation du Sénat, qui est de savoir pourquoi les débris d'épaves ne sont pas mentionnés à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. En effet, cet article précise en son § 1^{er}, alinéa 2, que le Roi fixe les modalités de la détermination de la valeur archéologique et historique des épaves et débris d'épaves. N'est-il pas indiqué, dès lors, de mentionner également les débris d'épaves à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}?

Le ministre répond que la protection des débris d'épaves est réglée par l'article 8, § 2, proposé, qui

verstrijken van de termijn van één jaar. De opbrengst wordt, onder aftrek van de gemaakte kosten, in de Deposito- en Consignatiekas gestort. Het artikel bepaalt echter niet dat de vinder (of de bovenhaler) wordt vergoed voor de gemaakte kosten. Is dat de bedoeling? Verder biedt artikel 15 de Staat de mogelijkheid om de regeling van artikel 11 te allen tijde te door kruisen. In beginsel laat artikel 15 de Staat toe om de vinders de wrakken en wrakstukken gedurende 10 of 11 maanden te laten bewaren, vervolgens zelf artikel 15 in te roepen en de wrakken of wrakstukken te verkopen. Op die wijze doet de Staat een dubbel voordeel: de opbrengst van de wrakken of wrakstukken is steeds voor de Staat en er hoeft geen onkostenvergoeding te worden betaald aan de vinder. Het volstaat dat de Staat inroept dat de wrakken of wrakstukken aan snel bederf onderhevig zijn of dat de bewaringskost niet in verhouding staat tot de waarde ervan of dat ze schadelijk zijn voor de openbare hygiëne, gezondheid of veiligheid.»

De minister verklaart dat de vergoeding voor de vinder enkel is ingebouwd om een bijkomende incentive te geven aan de vinder om gevonden wrakken en wrakstukken te melden. De vergoeding in § 2 moet dan ook niet zozeer gezien worden als een onkostenvergoeding dan wel als een vindersvergoeding/beloning. In het geval van waardeloze goederen is het logisch dat er geen nood is aan dergelijke stimulans.

Op die manier wordt een grote stimulans voorzien om waardeloze wrakstukken op de bodem van de zee te laten liggen en wordt verhinderd dat er nodeloze kosten gemaakt moeten worden door de vinder als door de staat.

Wat vervolgens de tweede vraag betreft, verduidelijkt de minister dat de staat niet discretionair kan beslissen. Hij kan enkel gebruik maken van artikel 15 in geval de voorwerpen aan snel bederf onderhevig zijn of dat de bewaringskost niet in verhouding staat tot de waarde ervan of dat ze schadelijk zijn voor de openbare hygiëne, gezondheid of veiligheid. Artikel 15 is bovendien noodzakelijk vanuit redelijkheids- en veiligheidsoverwegingen.

Vervolgens citeert de heer Willems de vraag van de dienst Wetsevaluatie van de Senaat waarom wrakstukken niet worden vermeld in het artikel 16, § 1, eerste lid. In het artikel 16, § 1, tweede lid, wordt immers geschreven dat de Koning de regels voor het vaststellen van de archeologische en historische waarde van wrakken en wrakstukken moet bepalen. Is het dan niet aangewezen de wrakstukken ook op te nemen in artikel 16, § 1, eerste lid?

De minister antwoordt dat wrakstukken worden beschermd door het voorgestelde artikel 8, § 2. Het

dispose qu'il est interdit de renflouer tout débris d'une épave protégée, sauf autorisation du receveur des épaves. On assure ainsi une protection efficace des débris d'épaves. Par ailleurs, il est quasiment impossible de protéger les débris en soi, compte tenu de leurs dimensions. Ils relèvent de la protection de l'épave elle-même.

IV. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 11

M. Hugo Vandenberghe dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, n° 1) visant à insérer, dans le § 1^{er}, les mots « la personne qui les a renfloués ou leur préposé » entre les mots « l'auteur de la découverte » et le mot « pendant ».

Le but de cet amendement est que le texte tienne compte également de la possibilité que l'épave ou les débris d'épaves soient renfloués par une personne autre que l'auteur de la découverte, même, le cas échéant, sans son autorisation.

M. Hugo Vandenberghe dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, n° 2) visant à insérer, au § 2, les mots « ou la personne qui a renfloué l'épave ou les débris d'épaves » après les mots « l'auteur de la découverte ».

Cet amendement vise, comme le précédent, à ce que le texte tienne compte de la possibilité que l'épave ou les débris d'épaves soient renfloués par une personne autre que l'auteur de la découverte. En outre, il faut prévoir la possibilité d'indemniser la personne qui a véritablement renfloué l'épave, lorsque cette personne n'est pas l'auteur de la découverte.

Le ministre précise que le projet de loi tend à mieux harmoniser la propriété et la protection des épaves et débris d'épaves, étant donné que l'édit relatif aux épaves ne traite pas de la protection des épaves et des débris d'épaves. La meilleure façon de protéger les épaves et débris d'épaves est la protection *in situ*, telle que la préconise l'UNESCO dans la Convention du 2 novembre 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique. Par conséquent, le but n'est pas, dans un premier temps, de renflouer les épaves ou débris d'épaves. Dans ce sens, le projet prévoit donc que les épaves ne peuvent pas être renflouées sans l'autorisation préalable du receveur des épaves. Cette règle ne s'applique pas aux débris d'épaves, car le risque est très grand que les débris d'épaves, et particulièrement les petits débris, soient perdus définitivement s'ils ne sont pas renfloués et ne puissent dès lors plus faire l'objet d'une étude plus approfondie. L'indemnité accordée à l'auteur de la découverte n'est instaurée que pour l'inciter davantage à déclarer les épaves et débris d'épaves découverts. L'indemnité

bepaalt dat het verboden is wrakstukken van beschermde wrakken boven te halen zonder toestemming van de ontvanger der wrakken. Wrakstukken zijn op die manier dan ook afdoend beschermd. Verder is het praktisch onmogelijk om wrakstukken op zich te beschermen gelet op hun omvang. Zij vallen onder de bescherming van het wrak zelf.

IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 11

De heer Hugo Vandenberghe dient een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 1) dat ertoe strekt in de eerste paragraaf na de woorden « worden door de vinder » de woorden « , door degene die ze heeft bovengehaald of door hun aangestelde » in te voegen.

Met de voorgestelde amendement beoogt de indiener dat in de tekst eveneens wordt rekening gehouden met de hypothese waarin een andere dan de vinder, eventueel zelfs zonder diens toestemming, het wrak of de wrakstukken zou bovenhalen.

De heer Hugo Vandenberghe dient een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 2) dat ertoe strekt in de tweede paragraaf na de woorden « moet de vinder » de woorden « of degene die het wrak of de wrakstukken heeft bovengehaald » in te voegen.

Net als in het vorige amendement beoogt de indiener dat er wordt rekening gehouden met de hypothese waarin een andere dan de vinder het wrak of de wrakstukken zou bovenhalen. Bovendien dient er te worden voorzien in de mogelijkheid om degene die daadwerkelijk het wrak bovenhaalde effectief te vergoeden wanneer deze persoon niet de vinder van het wrak is.

De minister verduidelijkt dat het ontwerp beoogt de eigendom en de bescherming van wrakken en wrakstukken beter op elkaar af te stemmen aangezien het wrakkenedict geen rekening houdt met de beschermingsaspect van wrakken en wrakstukken. De beste bescherming van wrakken en wrakstukken is een bescherming *in situ*, zoals gepropageerd door het UNESCO-Verdrag van 2 november 2001 inzake de bescherming van het cultureel erfgoed onder water. Het is dan ook in de eerste instantie niet de bedoeling dat wrakken of wrakstukken bovengehaald worden. In die zin voorziet het ontwerp dan ook dat wrakken niet zonder voorafgaandelijke toestemming van de ontvanger der wrakken bovengehaald kunnen worden, in tegenstelling tot wrakstukken. De reden hiervoor is dat in het geval van wrakstukken de kans zeer groot is dat de wrakstukken, kleine stukken, definitief verloren gaan wanneer ze niet bovengehaald worden en aldus ook niet het voorwerp van verder onderzoek kunnen uitmaken. De vergoeding voor de vinder is enkel ingebouwd om een bijkomende incentive te geven aan

mentionnée au §2 ne doit donc pas être considérée comme une indemnité de défraiement, mais plutôt comme une gratification ou une prime octroyée à l'auteur de la découverte. C'est la raison pour laquelle elle est explicitement prévue pour l'auteur de la découverte. Le ministre demande donc de ne pas voter les amendements proposés.

Article 12

M. Hugo Vandenberghe dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, n° 3) visant à remplacer les mots «au receveur des épaves et à l'auteur de la découverte» par les mots «au receveur des épaves, à l'auteur de la découverte, à la personne qui a renfloué l'épave ou les débris d'épaves et à celle qui a supporté les coûts de la conservation de l'épave ou des débris d'épaves».

L'intervenant précise que son amendement tend à prévoir aussi la possibilité d'indemniser réellement celui qui a effectivement renfloué l'épave et celui qui a dû supporter les coûts de la conservation.

Le ministre renvoie à son argumentation concernant les amendements n^{os} 1 et 2 et demande de ne pas voter non plus le présent amendement.

Article 13

M. Hugo Vandenberghe dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, n° 4) visant à insérer les mots «ou par la personne qui a renfloué l'épave ou les débris d'épaves» après les mots «conservés par l'auteur de la découverte». L'intervenant se réfère à la justification des amendements précédents.

Le ministre renvoie à son argumentation concernant les amendements n^{os} 1 et 2 et demande de ne pas voter non plus l'amendement proposé.

Par ailleurs, M. Hugo Vandenberghe dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, nr. 5) visant à remplacer, dans le texte néerlandais, les mots «*na het verstrijken*» par les mots «*voor het verstrijken*».

L'intervenant explique que la formulation actuelle du texte néerlandais n'est pas correcte. En effet, le transfert de propriété s'applique aux épaves ou débris d'épaves qui n'ont pas été réclamés par leur propriétaire avant l'expiration du délai (*voór het verstrijken*).

Le ministre répond que le texte néerlandais concorde avec le texte français. Il suit le raisonnement selon lequel le délai d'un an à compter de la publication de la découverte doit être expiré avant que les épaves et débris d'épaves trouvés puissent

de vinder om gevonden wrakken en wrakstukken te melden. De vergoeding in § 2 moet dan ook niet zozeer gezien worden als een onkostenvergoeding dan wel als een vinderversgoeding/beloning. Vandaar dat deze dan ook uitdrukkelijk voorzien is voor de vinder en daarom vraagt de minister om de voorliggende amendementen niet te stemmen.

Artikel 12

De heer Hugo Vandenberghe dient een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 3) dat na de woorden «de vinder» de woorden «, degene die het wrak of de wrakstukken ophaalde en degene die de kosten van bewaring voor het wrak of de wrakstukken heeft gedragen» wil invoegen.

Spreker verduidelijkt dat zijn amendement ertoe strekt eveneens de mogelijkheid te voorzien om diegene die daadwerkelijk het wrak bovenhaalde en diegene die de kosten voor de bewaring diende te dragen daadwerkelijk te vergoeden.

De minister verwijst naar zijn verantwoording bij de amendementen 1 en 2 en hij vraagt om ook het voorliggende amendement niet goed te keuren.

Artikel 13

De heer Hugo Vandenberghe dient een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 4) dat ertoe strekt na de woorden «bewaard zijn door de vinder» de woorden «, of door degene die het wrak of de wrakstukken ophaalde.» in te voegen. Spreker verwijst naar de verantwoording bij voorgaande amendementen.

De minister verwijst naar zijn argumentatie bij de amendementen 1 en 2 en hij vraagt om ook het voorliggende amendement niet goed te keuren.

Verder dient de heer Hugo Vandenberghe een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 5) dat ertoe strekt de woorden «*na het verstrijken*» te vervangen door de woorden «*voor het verstrijken*».

Spreker verduidelijkt dat de huidige verwoording van de Nederlandstalige tekst niet correct is. Immers, de eigendomsoverdracht geldt voor het wrak of de wrakstukken die niet voor het verstrijken van de termijn door hun eigenaar werden geclaimd.

De minister antwoordt dat de Nederlandse tekst in overeenstemming is met de Franse tekst. Hij volgt de logica dat de termijn van één jaar sinds de bekendmaking verlopen moet zijn, alvorens de gevonden wrakken en wrakstukken eigendom van de vinder of

devenir la propriété de l'auteur de la découverte ou de l'État. Ce n'est qu'après l'expiration de ce délai que l'auteur de la découverte ou l'État peuvent devenir propriétaires des objets qui n'ont pas été réclamés.

Qui plus est, sur la terre ferme, la matière en question est réglée par la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion, qui utilise la même terminologie.

Le ministre demande dès lors de ne pas voter l'amendement proposé.

En ce qui concerne ce même article 13, M. Hugo Vandenberghe dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, n° 6) visant à supprimer, dans ledit article, les mots « Par dérogation à l'article 2279, alinéa 2, du Code civil, ».

L'intervenant affirme que cette phrase liminaire est tout à fait superflue car l'article 717, alinéa 1^{er}, du Code civil, dispose déjà que les droits sur les effets jetés à la mer sont réglés par des lois particulières. Par conséquent, le Code civil n'est de toute façon pas applicable aux épaves et débris d'épaves qui sont trouvés dans la mer territoriale.

De plus, la référence à l'article 2279, alinéa 2, du Code civil, est entièrement dénuée de pertinence *in casu*, dès lors que cette disposition se rapporte au tiers acquéreur de bonne foi, alors que l'article 13 du projet fait référence à l'auteur de la découverte de l'épave ou des débris d'épaves, lequel ne peut être assimilé au tiers acquéreur de bonne foi.

Le ministre fait remarquer, au sujet de l'adaptation proposée, que la doctrine admet que l'article 2279, alinéa 2, du Code civil s'applique aux objets trouvés en mer, sauf dispositions contraires.

Il est généralement admis dans la doctrine que l'article 2279, alinéa 2 du Code civil prévaut sur l'applicabilité de l'Édit de Charles V du 10 décembre 1547 relatif aux épaves en ce qui concerne la position du tiers acquéreur. *Lex posterior derogat legi priori*.

Par ailleurs, le ministre renvoie de nouveau à la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion, qui applique la même méthode.

Article 14

M. Hugo Vandenberghe dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, n° 7) visant à remplacer, dans le texte néerlandais, les mots « *na het verstrijken* » par les mots « *voor het verstrijken* ».

de staat kunnen worden. Pas nadat deze termijn verlopen is, kunnen de goederen die niet zijn opgeëist, eigendom worden van de vinder of de Staat.

Meer nog, dezelfde materie wordt op het land geregeld door de wet van 30 december 1975 betreffende goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen van uitzettingen en daarin wordt eveneens dezelfde terminologie gebruikt.

De minister vraagt daarom het voorgestelde amendement niet te stemmen.

Wat hetzelfde artikel 13 betreft, dient de heer Hugo Vandenberghe een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 6) dat ertoe strekt in het artikel de woorden « In afwijking van artikel 2279, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek » te schrappen.

Spreker stelt dat deze aanhef volstrekt overbodig is. Immers, artikel 717, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek bepaalt reeds dat de rechten op zaken die in de zee zijn geworpen door bijzondere wetten worden geregeld. Het Burgerlijk Wetboek is derhalve hoe dan ook niet van toepassing op de wrakken en wrakstukken die in de territoriale zee zijn gevonden.

Bovendien is de verwijzing naar artikel 2279, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek hier totaal irrelevant, nu deze bepaling betrekking heeft op de derde verkrijger ter goeder trouw, terwijl artikel 13 van het voorstel verwijst naar de vinder van het wrak of de wrakstukken, welke niet met de derde verkrijger ter goeder trouw wordt gelijkgesteld.

Wat de voorgestelde aanpassing betreft, merkt de minister op dat in de rechtsleer wordt aangenomen dat artikel 2279 tweede lid BW van toepassing is op in zee gevonden voorwerpen, tenzij anders bepaald wordt.

In de rechtsleer wordt algemeen aangenomen dat artikel 2279, tweede lid BW prevaleert boven de toepasselijkheid van het Wrakkenedict ten aanzien van de positie van de derde-verkrijger. *Lex posterior derogat legi priori*.

Verder verwijst de minister opnieuw naar de wet van 30 december 1975 betreffende goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen van uitzettingen waarin eveneens dezelfde werkwijze gebruikt wordt.

Artikel 14

De heer Hugo Vandenberghe dient een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 7) dat ertoe strekt de woorden « *na het verstrijken* » te vervangen door de woorden « *voor het verstrijken* ».

Le ministre renvoie aux arguments qu'il a opposés à l'amendement n° 5.

En ce qui concerne ce même article 14, M. Hugo Vandenberghe dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, n° 8) visant à supprimer, dans ledit article, les mots « Par dérogation à l'article 2279, alinéa 2, du Code civil, ».

Le ministre renvoie aux arguments qu'il a opposés à l'amendement n° 6 et demande de le rejeter.

Article 15

M. Hugo Vandenberghe dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, n° 9) visant à insérer, à l'alinéa 1^{er}, après les mots « peut néanmoins », les mots « , dans les cas déterminés par le Roi ».

L'auteur estime que le texte actuel est trop vague et ouvre la porte à l'arbitraire. Il demande dès lors d'y apporter des précisions par le biais d'un arrêté royal.

Le ministre déclare que les cas où l'État peut disposer des épaves et débris d'épaves sont déjà précisés, à savoir lorsque les épaves et débris d'épaves trouvés sont sujets à une altération rapide ou dont les frais de conservation ne sont pas proportionnels à leur valeur ou constituent une menace pour l'hygiène, la santé ou la sécurité publique.

M. Hugo Vandenberghe dépose au même article 15 un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, n° 10) visant à prévoir à l'alinéa 2 une indemnisation des frais exposés par l'auteur de la découverte ou la personne qui a renfloué ou conservé l'épave ou les débris d'épaves.

Le ministre renvoie à l'argumentation qu'il a développée à propos du premier amendement.

Article 22

M. Hugo Vandenberghe dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-2037/2, n° 11) visant à remplacer l'article en question par ce qui suit : « La disposition de l'Édit de Charles V du 10 décembre 1547 relatif aux épaves, qui concerne les épaves et débris d'épaves découverts dans les eaux territoriales, est abrogée ».

L'intervenant souligne en effet que comme l'Édit porte également sur les objets rejetés par la mer, qui n'entrent pas dans le champ d'application de la proposition, il convient de maintenir l'ancien règlement en la matière, pour éviter de créer un vide juridique.

De minister verwijst naar de verantwoording die hij heeft verstrekt bij het amendement nummer 5.

Wat hetzelfde artikel 14 betreft, dient de heer Hugo Vandenberghe een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 8) dat ertoe strekt in het artikel de woorden « In afwijking van artikel 2279, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek » te doen vervallen.

De minister verwijst naar zijn verantwoording bij het amendement nummer 6 en hij vraagt het niet te aanvaarden.

Artikel 15

De heer Hugo Vandenberghe dient een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 9) dat ertoe strekt in het eerste lid na de woorden « mag evenwel » de woorden « in de door de Koning bepaalde gevallen » in te voegen.

Spreeker merkt op dat de huidige tekst te vaag is en ruimte laat voor willekeur. In die zin vraagt hij dan ook dat een nadere precisering wordt voorzien middels een koninklijk besluit.

De minister verklaart dat de gevallen waarin de staat kan beschikken over gevonden wrakken en wrakstukken al zijn bepaald, namelijk in de gevallen waarin de gevonden wrakken en wrakstukken aan snel bederf onderhevig zijn of dat de bewaringskost niet in verhouding staat tot de waarde ervan of dat ze schadelijk zijn voor de openbare hygiëne, gezondheid of veiligheid.

Wat hetzelfde artikel 15 betreft, dient de heer Hugo Vandenberghe een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 10) dat ertoe strekt in het tweede lid te voorzien in een vergoeding van de kosten van de vinder of van diegene die het wrak of de wrakstukken bovenhaalde of bewaarde.

De minister verwijst naar de verantwoording die hij bij het eerste amendement heeft verstrekt.

Artikel 22

De heer Hugo Vandenberghe dient een amendement in (stuk Senaat nr. 3-2037/2, nr. 11) dat ertoe strekt voor de woorden « het edict van » de woorden « de bepaling met betrekking tot de in de territoriale wateren aangetroffen wrakken en wrakstukken in » in te voegen.

Spreeker merkt immers op dat het Edict ook betrekking heeft op aangespoelde voorwerpen welke niet onder het toepassingsgebied van het voorstel ressorteren zodat hiervoor de oude regeling dient gehandhaafd te blijven om een juridisch vacuüm te vermijden.

Le ministre confirme que l'Édit de Charles V du 10 décembre 1547 règle le sort non seulement des épaves et débris d'épaves qui se trouvent dans la mer territoriale, mais aussi des objets que la mer rejette sur la plage.

L'abrogation de l'Édit relatif aux épaves ne crée cependant pas de vide juridique. Les objets trouvés sur la plage sont en effet régis par les dispositions ci-dessous.

— Loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.

— Arrêté royal du 4 août 1981 portant règlement de police et de navigation pour la mer territoriale belge, les ports et les plages du littoral belge.

— La réglementation flamande relative aux concessions.

Le ministre demande dès lors de ne pas accepter l'amendement.

V. VOTES

Les amendements n^{os} 1 à 11 sont rejetés par 8 voix et 2 abstentions.

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Confiance a été faite à la rapporteuse pour la rédaction du présent rapport.

La rapporteuse,
Stéphanie ANSEEUW.

Le président,
Luc WILLEMS.

*
* *

**Le texte adopté par la Commission est
identique au texte du projet
transmis par la de Chambre
des représentants
(voir le doc. Chambre, n^o 2749/004)**

De minister bevestigt dat het Edict van Karel V van 10 december 1547 niet alleen lot van wrakken en wrakstukken regelt die zich bevinden in de territoriale zee, maar ook van voorwerpen die aanspoelen op het strand.

Toch ontstaat er door de opheffing van het Wrakkenedict geen juridisch vacuüm. Voorwerpen gevonden op het strand worden immers beheerst door onderstaande regelgevingen :

— Wet van 30 december 1975 betreffende goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen van uitzettingen.

— Koninklijk besluit van 4 augustus 1981 houdende politie- en scheepvaartreglement voor de Belgische territoriale zee, de havens en de stranden van de Belgische kust.

— Vlaamse reglementering met betrekking tot concessies.

De minister vraagt dan ook om het amendement niet te aanvaarden.

V. STEMMINGEN

De amendementen nrs. 1 tot 11 worden verworpen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur,
Stéphanie ANSEEUW.

De voorzitter,
Luc WILLEMS.

*
* *

**De door de commissie aangenomen tekst
is dezelfde als de tekst van het door
de Kamer van volksvertegenwoordigers
overgezonden ontwerp
(stuk Kamer, nr. 2749/004)**